

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1038<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Mercredi 19 octobre 1966,  
à 15 h 5

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
Déclarations générales (fin) . . . . .	113

*Président:* M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

**DECLARATIONS GENERALES (fin)**

1. M. PECHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que la Deuxième Commission ne pourra s'attaquer vraiment aux problèmes toujours plus complexes et épineux dont elle est saisie qu'en s'efforçant davantage à développer la coopération internationale et à définir les facteurs qui sont à la base de la situation dans laquelle se trouve actuellement l'économie mondiale. Le débat général a un rôle précieux et capital à jouer à cet égard.

2. De nombreux orateurs ont fait allusion à juste titre aux effets économiques malsains de la guerre d'agression que les Etats-Unis mènent au Viet-Nam. La délégation biélorussienne condamne résolument cette agression, car elle constitue une violation des principes de la Charte des Nations Unies et fait obstacle au développement de relations économiques normales entre les pays.

3. Les dépenses militaires croissantes des pays capitalistes, source de pressions inflationnistes, de taxes plus élevées et de ponctions sur les ressources naturelles, ont un effet nuisible sur le financement du développement économique. Il ne sera pas possible d'enrayer la spirale inflationniste qui existe dans presque tous les pays développés à économie de marché tant que ces pays n'auront pas réduit leurs dépenses d'armements, qui se traduisent par des déficits de la balance des paiements et par l'affectation de ressources matérielles et humaines à des fins militaires.

4. Depuis qu'elle a adopté le socialisme, la RSS de Biélorussie a comblé son retard économique d'autrefois; la production industrielle est aujourd'hui à un niveau plus de 30 fois supérieur à celui d'il y a 20 ans, bien que ce pays ait perdu un cinquième de sa population et plus de la moitié de sa richesse nationale au cours de la seconde guerre mondiale. Le plan économique septennal qui a pris fin en 1965 a suscité une croissance de la production industrielle de l'ordre de 110 p. 100. Plus de 300 usines et ateliers industriels importants ont été mis en service, et la RSS de Biélorussie exporte actuellement des produits manufacturés dans plus de 70 pays. Des progrès importants ont également été réalisés en agriculture, dans les techniques et en matière de formation. Plus de 60 p. 100 de tous ceux qui sont employés dans l'industrie biélorussienne bénéficient

aujourd'hui d'un enseignement secondaire, spécialisé ou supérieur. Le plan quinquennal portant sur les années 1966 à 1970 prévoit des taux accélérés de croissance industrielle, notamment dans les industries électriques, chimiques et pétrolières.

5. Comme le confirme l'expérience acquise par les pays ayant récemment accédé à l'indépendance, la croissance adéquate du produit intérieur brut ne peut être assurée que par la suppression intégrale de tous les vestiges de sujétion coloniale, tant politiques qu'économiques. Les organismes des Nations Unies doivent donc aider les pays en voie de développement dans des domaines tels que la planification économique, l'industrialisation, la réforme agraire, la formation de cadres, l'institution d'un contrôle gouvernemental sur les capitaux étrangers et le renforcement du secteur public. Ces pays eux-mêmes doivent avoir toute possibilité de développer leurs industries en mobilisant leurs ressources intérieures et en diversifiant leur économie. Le marché mondial doit leur être plus largement ouvert. Pour parvenir à supprimer les vestiges du colonialisme, il faut que tous les pays puissent exercer ce droit inaliénable qu'est la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, souveraineté qui implique un contrôle sur les activités des investisseurs étrangers, la suppression de politiques financières discriminatoires et la révision d'accords inéquitables. L'Organisation des Nations Unies doit aider les pays en voie de développement à exercer ce droit et à empêcher toute ingérence de l'étranger.

6. La coopération internationale joue également un rôle important dans le développement économique. A cet égard, il convient de noter que les pays socialistes ont développé leurs échanges avec les pays en voie de développement, alors que les pays développés à économie de marché continuent de ne pas tenir compte des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) et maintiennent des obstacles tels que des contingents d'importation, des tarifs douaniers élevés, des barrières commerciales discriminatoires, voire, dans le cas des Etats-Unis envers Cuba, un boycottage économique.

7. Une assistance économique et technique doit être fournie dans le cadre des plans économiques nationaux en vue d'aider les pays bénéficiaires à créer une industrie nationale, à moderniser les techniques et la structure de leur secteur agricole et à former des cadres nationaux. Il va de soi qu'une telle assistance ne doit pas servir de prétexte à une ingérence dans les affaires intérieures des pays en voie de développement, ni être assortie de conditions politiques, économiques ou militaires quelconques.

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) doit contribuer de façon importante à aider les pays en voie de développement à s'industrialiser et à assurer l'affectation au développement industriel d'une plus grande quantité des ressources disponibles des programmes d'assistance technique de l'ONU.

8. Il est un autre objectif important, et c'est de procéder à des réformes agraires dans l'intérêt des travailleurs de la terre. Une réforme efficace encouragerait la croissance du secteur agricole, l'expansion des marchés intérieurs et la formation interne de capital. L'ONU devrait étudier et diffuser l'expérience acquise par divers pays dans le domaine de la réforme agraire et recruter des experts de différents pays pour faire ce travail. L'ONU et ses organismes devraient s'attaquer au problème du régime foncier et ne pas borner leurs activités à des questions d'ordre purement technique.

9. Certains faits encourageants sont à noter dans le domaine de la coopération régionale. Toutefois, il existe malheureusement au sein de la Commission économique pour l'Europe (CEE) un obstacle à une coopération efficace entre pays à systèmes sociaux différents, et ce du fait de l'opposition des pays occidentaux à la participation de la République démocratique allemande, Etat industriel pourtant moderne et très développé qui coopère sur le plan technique avec un très grand nombre de pays. La participation de la République démocratique allemande aux travaux de la CEE permettrait à celle-ci de remplir efficacement son rôle d'instrument de la coopération économique.

10. Il y a de sérieuses déficiences à relever dans les activités du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); cet organisme n'apporte pas une contribution effective au développement économique, ses ressources étant utilisées exclusivement pour des projets de préinvestissement et d'infrastructure, dont beaucoup sont d'importance secondaire. Les ressources inutilisées du PNUD, qui s'élèvent au total à 403 millions de dollars — dont des contributions de la RSS de Biélorussie pour plus de deux ans —, devraient être affectées à l'investissement proprement dit dans des projets industriels. Le problème ne réside pas dans l'insuffisance des ressources, mais dans le manque de coopération de la direction du Programme.

11. L'aide fournie par les pays socialistes est le fruit du labeur de leurs populations. Celle qu'offrent les pays capitalistes, responsables de la détresse économique actuelle des pays en voie de développement, fait partie des recettes provenant d'une longue exploitation coloniale; cette aide est négligeable quand on la compare aux avantages retirés par les pays qui la consentent. La thèse des pays en voie de développement, selon laquelle ils devraient être indemnisés des préjudices qu'ils ont subis durant la période coloniale, est donc entièrement fondée.

12. Il est urgent d'accélérer comme il convient le développement économique et de mettre un terme aux sorties de capitaux des pays en voie de développement. Le Secrétariat doit donc établir un rapport général sur toutes les formes de sorties de capitaux

des pays en voie de développement, notamment celles qui ont pour origine les prix faussés du commerce international, les profits excessifs retirés des investissements de capitaux, les taux d'intérêt élevés des prêts et des crédits et les tarifs onéreux du fret et des assurances. En étudiant les moyens de mettre un terme aux sorties de capitaux, le Secrétaire général devrait bénéficier des avis et suggestions d'un groupe international d'experts. L'accroissement de ces sorties de capitaux et le ralentissement du développement économique sont une conséquence directe des profits excessifs que les monopoles étrangers tirent de l'exploitation des ressources naturelles du monde en développement; ainsi, les profits réalisés entre 1960 et 1964 par les investisseurs de capitaux privés américains en Asie, en Afrique et en Amérique latine s'élèvent à environ 10 milliards de dollars. Cette exploitation ne se limite d'ailleurs pas aux ressources matérielles; les monopoles internationaux incitent souvent des spécialistes à quitter les pays en voie de développement. Les capitaux privés étrangers investis dans nombre de pays en voie de développement gênent donc l'application de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, qui invite les Etats Membres à appliquer des politiques visant à assurer aux pays en voie de développement une part équitable des recettes provenant de l'extraction et de la commercialisation de leurs ressources naturelles au moyen de capitaux étrangers.

13. L'assistance accordée par des pays tels que les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne s'assortit de conditions politiques et de conditions financières toujours plus onéreuses pour les pays bénéficiaires; dans certains cas, notamment en Afrique du Sud, dans les colonies portugaises et en Rhodésie du Sud, cette aide est accordée en violation directe des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU doit donc étudier tous les facteurs qui sont à la source de la situation anormale dans laquelle se trouvent actuellement les relations économiques internationales et prendre des mesures énergiques pour assurer l'exécution de ses résolutions relatives aux questions économiques.

14. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) estime que l'Organisation des Nations Unies devrait procéder à un examen et à une réévaluation de la Décennie des Nations Unies pour le développement de façon à en mettre en lumière les réalisations et à mesurer les étapes qu'il reste à franchir. Dans sa résolution 1089 (XXXIX), le Conseil économique et social avait prié les institutions spécialisées de revoir leurs programmes de travail, d'étudier la possibilité de formuler à l'avenir des programmes d'action et d'opérer, le cas échéant, des projections pour les cinq prochaines années dans l'intention de déterminer les secteurs où leurs organisations respectives pourraient apporter leur concours maximum. Dans le cadre de cette étude, les problèmes essentiels qui préoccupent les pays en voie de développement demeurent la stabilisation des prix des produits primaires, l'industrialisation et le financement du développement économique.

15. Ni le taux minimum de croissance économique de 5 p. 100, fixé comme objectif pour les pays en voie de développement, ni le chiffre de 1 p. 100

de leur produit national brut que les pays développés devraient consacrer à l'aide aux pays en voie de développement n'ont été atteints. Il est par conséquent nécessaire de procéder à une réforme profonde et radicale des systèmes commerciaux et économiques. Les pays du tiers monde continuent de souffrir de la détérioration des termes de l'échange. Bien qu'on ait enregistré en 1964 un redressement marqué des prix des produits primaires, les exportations de la plupart des pays en voie de développement portent principalement sur un petit nombre de produits, et des variations considérables ont été constatées dans le mouvement des prix de chaque produit. En d'autres termes, les pays producteurs vivent dans la crainte de variations des prix sur des marchés lointains sur lesquels ils n'ont aucun moyen de pression. Ils veulent la fixation de prix justes et rémunérateurs et considèrent que la règle inexorable de l'offre et de la demande est périmée. Ils désirent également souligner l'action défavorable qu'exercent les produits synthétiques. Une organisation efficace des marchés de produits primaires serait une des solutions au problème du sous-développement. Il conviendrait d'étudier des prix minimaux pour les principaux produits et de mettre sur pied un système international de compensation. En outre, il faudrait envisager d'établir un rapport invariable entre le prix des marchandises manufacturées et le prix des matières premières.

16. L'industrialisation pourrait être aussi une solution à la détérioration des termes de l'échange. Elle devrait être appliquée d'une façon méthodique et rationnelle et tenir dûment compte de la vocation de chaque pays. La science et la technique devraient aussi jouer un rôle, car il importe de procéder d'abord à la modernisation des moyens de production et des techniques agricoles. A cet égard, les exemples du Japon et d'Israël sont instructifs. La transformation sur place des matières premières n'est certes pas sans présenter des inconvénients, mais c'est là une étape nécessaire dans le processus d'industrialisation; elle permet du moins aux pays en voie de développement de créer des industries capables de satisfaire la consommation intérieure tout en résistant à la concurrence des produits manufacturés d'importation. Il va de soi que l'industrialisation devrait porter aussi sur l'industrie légère, voire artisanale, puisque celle-ci permet de fabriquer des biens de première nécessité et a pour résultat d'améliorer la balance commerciale, de créer des emplois et d'instituer une distribution plus équitable du revenu.

17. Ces préoccupations sont reflétées par la création de l'ONUDI et par la proposition tendant à organiser un colloque international sur le développement industriel. La délégation malgache reste ouverte à toutes les propositions quant au choix du siège et à la nomination du Directeur exécutif de l'ONUDI; elle émet cependant le vœu que cet organisme soit établi dans un pays industrialisé, comme ce fut le cas pour l'UNCTAD. L'ONUDI doit avoir le souci de se doter de fonctions de relations extérieures et de coordination, et travailler en liaison étroite avec les commissions économiques régionales et d'autres organismes régionaux situés dans les pays en voie de développement.

18. Aucun développement économique n'est possible s'il ne repose sur des bases financières saines: l'assistance financière ne peut être que le corollaire de l'assistance technique. Les Accords de Bretton Woods et la Charte de l'Organisation des Etats américains sont périmés. L'apparition de nouveaux pays a jeté une lumière nouvelle sur l'équilibre des forces entre les Etats. A la suite de la première session de l'UNCTAD et des études effectuées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et par l'Association internationale de développement, on a pu se faire une vue plus réaliste des difficultés financières auxquelles font face les pays en voie de développement et des avantages commerciaux qui devraient leur être accordés sur une base de non-réciprocité par les pays industrialisés. Il est heureux que le Fonds monétaire international (FMI) envisage de porter le montant affecté au financement compensatoire de 25 à 50 p. 100 de la quote-part de chaque pays membre.

19. Pour M. TAN Siak Leng (Singapour), il est paradoxal de constater, alors que la Décennie des Nations Unies pour le développement est plus qu'à moitié écoulée, que rien de positif ne paraît avoir été réalisé. Si la tendance actuelle se maintient, les pays pauvres risquent fort d'être amenés à déboursier autant que les pays riches leur prêtent. Les pays en voie de développement ne doivent pas se dissimuler la dure réalité de la vie internationale. S'ils entendent rattraper les pays développés de l'Occident, ils doivent fournir un effort vraiment dynamique pour se moderniser. Après 20 ans d'indépendance, ils prennent régulièrement du retard dans la course à l'expansion économique.

20. Certains de ces pays imputent cet état de choses à l'explosion démographique. Quelques-uns ont eu l'obsession de l'anticolonialisme, et cette préoccupation les a détournés de l'œuvre de modernisation. Certains des pays en voie de développement qui ont conservé des institutions démocratiques semblent paralysés par un système qui empêche toute action efficace. Personne n'a le courage de dire franchement au peuple que le développement économique exige un travail acharné, de lourds sacrifices et une discipline sociale. Il est également fallacieux de croire qu'il suffit d'une plus grande abondance de capitaux pour résoudre leurs difficultés. Ayant ainsi accumulé des dettes énormes, ils ont constaté avec consternation que, loin d'être devenus plus riches, ils se sont appauvris.

21. Les pays en voie de développement doivent ré-examiner la façon dont ils ont utilisé l'aide reçue et accorder plus d'attention au type de politique économique qui est le mieux adapté à leur situation. Ils doivent déterminer ce qu'il convient de faire pour inciter leurs populations à profiter des possibilités qui leur sont offertes. Ils doivent se demander quelles sont les nouvelles institutions qui pourraient favoriser leur développement. En même temps, ils ont besoin d'une aide massive, et judicieusement répartie, de la part des pays plus développés. Les pays riches sont largement en mesure d'accorder une telle aide. On pourrait faire un bon usage d'une partie seulement des sommes actuellement dépensées pour l'armement en la consacrant aux pays qui ont

besoin d'assistance. Les pays industrialisés devraient assurer pendant une assez longue période des transferts accrus de matériels, de compétences et de fonds prêtés à des conditions libérales. Il importe aussi qu'ils adaptent leur économie et facilitent l'accès à leurs marchés des marchandises en provenance des pays en voie de développement.

22. De grands progrès pourraient être réalisés grâce à la coopération économique régionale. La délégation de Singapour se félicite de la création de la Banque asiatique de développement et du résultat d'autres initiatives de caractère régional, comme l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, aux travaux duquel Singapour participe activement. Elle place de grands espoirs dans l'UNCTAD et l'ONUDI.

23. La décentralisation des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies est d'une grande importance pour les pays en voie de développement. Le rapport du Conseil économique et social (A/6303) met en évidence le rôle capital que pourraient jouer à cet égard les commissions économiques régionales. Les résultats qu'elles ont obtenus montrent que les ressources de l'Organisation des Nations Unies peuvent être utilisées pour susciter des activités intrarégionales et interrégionales. On devrait voir dans la décentralisation un moyen d'assurer une action plus efficace avec la quantité limitée des ressources disponibles.

24. L'exiguïté de son territoire et sa pauvreté en matières premières rendent Singapour essentiellement tributaire du commerce international. S'étant cependant rendu compte que ce type de commerce ne pourrait jamais se développer à un rythme aussi rapide que celui de sa croissance démographique, Singapour a mis en œuvre un programme de développement industriel. D'une façon générale, les résultats obtenus sur le plan économique ont été satisfaisants; en 1965, le produit national par habitant s'est élevé à environ 500 dollars, soit le niveau le plus élevé en Asie, Japon excepté. Singapour attend de la reprise des relations commerciales avec l'Indonésie un affermissement de son économie. Il escompte une prospérité accrue de sa politique de non-alignement, en vertu de laquelle il entend commercer avec tous les pays amis, sans distinction d'idéologie, sur la base du respect mutuel et d'avantages réciproques.

25. M. OKWENJE (Ouganda) fait observer que bon nombre des réunions tenues au cours de l'année précédente pour étudier les activités économiques internationales ont eu pour principal objet de déterminer les raisons pour lesquelles la communauté internationale n'est pas parvenue à atteindre les modestes objectifs de la Décennie pour le développement, et ce en dépit de la bonne volonté certaine des pays développés comme des pays en voie de développement.

26. L'Ouganda fait de son mieux pour améliorer ses performances économiques. Il a atteint un taux de croissance de 4,5 p. 100 au cours des cinq années écoulées et s'est fixé l'objectif plus ambitieux d'une augmentation globale de 7,2 p. 100 de son produit monétaire intérieur brut durant le deuxième plan

quinquennal qui va bientôt être mis en train. Il devra accepter de faire des efforts et des sacrifices plus grands sur le plan intérieur pour développer tous les secteurs de l'économie et réduire au minimum la charge que la fourniture d'une assistance économique impose à l'Organisation des Nations Unies et aux pays techniquement développés. En dernière analyse, toutefois, le succès de ces efforts dépendra dans une très large mesure des politiques des pays développés. Si le montant des transferts de capitaux vers les pays en voie de développement n'augmente pas, si les termes de l'échange de ces pays continuent à se détériorer, si les mesures restrictives frappant leurs exportations sont maintenues, ils ne pourront développer leur économie qu'en imposant des charges presque intolérables à leur peuple.

27. La plupart des difficultés que ces pays connaissent actuellement sont directement imputables au fait que les engagements pris lors de la première session de l'UNCTAD n'ont pas eu de suite concrète. On en donnera pour preuve le fléchissement continu du prix des produits primaires dont dépendent les recettes de tant de pays en voie de développement. A ce propos, la délégation ougandaise estime que le mécanisme de financement compensatoire actuel du FMI ne va pas assez loin; il devrait porter non seulement sur les déficits à l'exportation, mais aussi sur les modifications des termes de l'échange et consister en transferts purs et simples au lieu de prêts remboursables, le coût des transferts devant être assumé par les pays développés appelés à profiter de la transaction. Le système deviendrait ainsi un programme global de régularisation des phénomènes à court terme.

28. Les pays développés ont peu fait pour supprimer les barrières commerciales ou pour faciliter l'accès des pays en voie de développement à leurs marchés. La délégation ougandaise suggère de prendre les mesures ci-après pour remédier à cet état de choses: un accord sur la réduction des tarifs douaniers applicables aux pays en voie de développement devrait être recherché par l'entremise du CATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), un traitement préférentiel unilatéral devrait être consenti par les pays développés pour faciliter les exportations des nouvelles industries des pays en voie de développement; en attendant l'adoption de ces mesures, les sommes perçues à titre de droits de douane et de taxes sur les produits primaires devraient être partiellement ou entièrement remboursées. Qui plus est, vu les dangers inhérents au stockage des produits primaires, il faudrait créer un mécanisme de consultation entre les détenteurs de stocks, les producteurs et les consommateurs pour empêcher le dumping et la chute des cours qui en résulterait.

29. Le deuxième plan quinquennal de l'Ouganda représente la première phase d'un programme à long terme visant à transformer la structure sociale et économique du pays, notamment en augmentant la production et la richesse, en diversifiant la production et en favorisant la justice sociale et économique. Ce plan doit permettre de doubler le revenu monétaire par habitant d'ici à 1981 et à diversifier l'économie en assurant une expansion ra-

pide de la production manufacturière et agricole, l'industrie — exception faite de la transformation des produits agricoles — devant se développer beaucoup plus rapidement que l'ensemble de l'économie. Toutefois, comme d'autres pays en voie de développement, l'Ouganda s'inquiète des tendances récentes des politiques appliquées par les pays fournisseurs d'aide, car elles risquent de se traduire par une ponction sur ces ressources; il souhaiterait donc la création prochaine d'un fonds d'équipement des Nations Unies.

30. La délégation ougandaise appuie chaleureusement la création de l'ONUDI. Avec la bonne volonté et la coopération des pays industrialisés, cet organisme pourra faire beaucoup pour répondre aux besoins d'industrialisation du tiers monde. Comme toutes les autres formes de développement économique, le développement industriel est le fruit d'efforts concertés, et c'est pourquoi l'Ouganda entretient des relations économiques étroites avec la République-Unie de Tanzanie et le Kenya par l'intermédiaire de l'East African Common Services Organization. C'est pour cela aussi qu'il attache une grande importance aux travaux des commissions économiques régionales.

31. En conclusion, M. Okwenje rend hommage aux efforts considérables déployés par le PNUD pour renforcer le potentiel de croissance des pays en voie de développement et pour coordonner les activités d'assistance.

32. M. LORENZO FERNANDEZ (Brésil) fait observer que le débat général a révélé une tendance nouvelle dans l'attitude des pays en voie de développement à l'égard des problèmes qu'ils s'efforcent depuis si longtemps de porter à l'attention du monde: on pourrait le décrire comme un sentiment de désillusion et de méfiance, entièrement justifié d'ailleurs par l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

33. Bien que possédant de nombreux avantages relatifs, le Brésil a connu tous les problèmes et tous les espoirs d'un pays en voie de développement. Il s'efforce actuellement d'amener ses régions les plus favorisées à financer le développement de ses régions les plus pauvres, d'enrayer l'inflation, de moderniser les structures juridiques et institutionnelles de son économie, d'instaurer une réforme agraire générale et de renforcer son infrastructure économique et son industrie lourde. Il compte beaucoup sur la coopération entre le secteur public et le secteur privé pour développer son industrie, sur la coopération avec les investisseurs étrangers pour financer ses projets de développement et sur la coopération commerciale avec tous les pays, notamment ceux qui sont membres de l'Association latino-américaine de libre-échange. C'est précisément pour cela qu'il est très conscient du fait que la coopération internationale n'est pas aussi efficace qu'elle pourrait l'être, comme le prouvent d'ailleurs les résultats actuels de la Décennie pour le développement.

34. La situation des pays en voie de développement est probablement plus sombre aujourd'hui qu'elle ne l'était au début de la Décennie. Sans doute, les progrès réalisables sur le plan international sont-ils nécessairement lents, mais on pourrait faire beaucoup plus sans que les pays développés aient à consentir

des sacrifices exagérés. Durant la première moitié de la Décennie, le revenu par habitant de ces pays a augmenté de 60 dollars par an, somme qui représente l'équivalent d'environ la moitié du revenu moyen par habitant des pays en voie de développement, et leurs dépenses d'armement se sont élevées à l'équivalent de la moitié du produit total brut de tous les pays en voie de développement. Toutefois, le rythme des transferts de capitaux internationaux s'est ralenti considérablement depuis le début de la Décennie, au moment même où les taux d'expansion démographique et la diminution de la production alimentaire commençaient à compromettre les modestes progrès que les pays en voie de développement avaient pu réaliser.

35. Les tendances des échanges commerciaux des pays en voie de développement sont un peu plus encourageantes: leurs échanges s'accroissent d'année en année — encore que la part qui leur revient dans le commerce mondial ait diminué — et, dans l'ensemble, les cours des produits primaires sont moins instables. Il est donc déconcertant de constater que la légère augmentation du taux des exportations a été réalisée en maintenant le taux des importations des pays en voie de développement à 4 p. 100 par an, chiffre tout à fait insatisfaisant. Le fait que les obligations incombant à ces pays au titre du service de leur dette ont augmenté environ trois fois plus vite que leurs exportations est encore plus inquiétant pour la communauté internationale. Il faut espérer que les mécanismes de financement compensatoires proposés par la Banque internationale et par le FMI permettront de remédier à la situation.

36. La délégation brésilienne pense que pour renverser les tendances décourageantes de l'économie mondiale on pourrait peut-être appliquer au niveau international les mécanismes utilisés depuis longtemps dans les pays développés pour transférer les ressources des secteurs forts aux secteurs faibles, atténuant ainsi les différences de revenu et stimulant la croissance des secteurs stratégiques. Seules des mesures radicales de cette sorte permettront le dosage des moyens et des ressources qu'exige la solution du problème.

37. L'examen général des programmes et des activités (point 52) est un point qui retient particulièrement l'attention du Gouvernement brésilien; il faudrait le traiter en même temps que la décentralisation des activités économiques et sociales et que l'examen et la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social. Le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (A/6343) contient des recommandations sur la coordination qui constitueraient un bon point de départ pour la discussion.

38. La création de l'ONUDI répond à un souhait de longue date des pays en voie de développement. La délégation brésilienne espère que la principale source de fonds pour les activités opérationnelles de l'ONUDI sera constituée par les contributions annoncées au cours d'une conférence séparée d'annonce des contributions. Pour être efficace, l'ONUDI doit être l'organisme chargé de favoriser toutes les activités de développement industriel des Nations Unies, sans



préjudice de tout accord ultérieur prévoyant une coopération avec les institutions spécialisées.

39. Le projet de statuts du fonds d'équipement<sup>1/</sup> est dans l'ensemble satisfaisant, et M. Fernández espère que les divergences d'opinions qui subsistent pourront être applanies.

40. Le PNUD doit consacrer une part importante de ses ressources à favoriser la croissance industrielle des pays en voie de développement et doit à cette fin nouer des rapports de travail étroits avec l'ONUDI; la délégation brésilienne appuie totalement la liste des projets pilotes et de démonstration proposée dernièrement par les directeurs du Programme; il faut toutefois assurer une participation plus équitable des pays en voie de développement à la fourniture de matériel. L'assistance donnée par les deux éléments du PNUD au développement intégré des pays et des régions est un sujet de profonde satisfaction.

41. On pouvait s'attendre à la déception causée par les résultats obtenus jusqu'à présent par l'UNCTAD. Il faut toutefois faire remarquer qu'il n'existe pas d'opposition catégorique à une réforme du commerce international, mais seulement un décalage inévitable entre la formulation des intentions et l'application de mesures concrètes. On pourrait dissiper les équivoques que font naître les méthodes et les concepts en entamant un dialogue constructif.

42. L'échec des négociations en vue de conclure des accords internationaux sur le cacao et le sucre peut paraître justifier les opinions pessimistes qui ont été exprimées sur l'absence d'une volonté politique d'appliquer les recommandations de l'UNCTAD; il faut cependant espérer que l'Accord international sur le café servira de précédent à de futurs progrès.

43. La deuxième session de l'UNCTAD fournira l'occasion d'analyser franchement des problèmes existants et permettra à ceux qui s'opposent à certaines des recommandations de l'UNCTAD de présenter des propositions et des solutions de rechange constructives. La délégation brésilienne espère que la Conférence s'occupera, en plus des points sur lesquels l'accord semble assez probable, de questions qui n'ont pas pu être traitées par le mécanisme de l'UNCTAD proprement dit.

44. En conclusion, M. Fernández exprime l'espoir qu'on accordera à l'avenir plus d'importance à la contribution que la coopération internationale peut apporter à la solution des problèmes monétaires internationaux. Des problèmes comme celui des liquidités internationales exigent la coopération de tous les pays intéressés au développement économique.

45. M. AREMANGO (République centrafricaine) dit que son pays dépend uniquement de l'agriculture et qu'il est, de plus, privé de littoral. Etant donné cette situation géographique, la République centrafricaine a décidé de faire porter ses efforts sur le recensement de ses ressources, sur la rationalisation et la diversification de sa production agricole, sur la création d'industries locales et sur le dévelop-

pement des communications. Les résultats obtenus par les principaux produits — coton, café et arachides — ont été satisfaisants, et le gouvernement essaie de diversifier la production agricole en encourageant les cultures secondaires, comme le caoutchouc et le tabac. Le Gouvernement centrafricain a également encouragé les cultures locales, comme celles du manioc et des bananes et l'exploitation de palmeraies. Le sisal, le bois et le cacao sont destinés à l'exportation. On a encouragé également l'élevage et la prospection minière. La République centrafricaine cherche à s'industrialiser et à développer le tourisme. Un nouvel aéroport est en voie d'achèvement à Bangui, et l'amélioration des voies de communication devra permettre d'accéder aux régions des grandes chasses. Ces activités démontrent la ferme volonté dont le Gouvernement et le peuple centrafricains font preuve dans la lutte qu'ils mènent contre le sous-développement.

46. La République centrafricaine éprouve de nombreuses difficultés à commercialiser ses produits, qui, pour la plupart, ne sont pas compétitifs. Les prix de ces produits ne font que baisser, et les pays africains sont exploités par les monopoles étrangers. Pour remédier à ces difficultés, les pays développés doivent fournir une assistance continue exempte de toute pression économique. Il faut qu'une véritable coopération s'instaure entre pays riches et pays pauvres, et on doit organiser rationnellement les marchés afin de stabiliser les prix des produits de base. La production doit être équilibrée pour que le marché ne soit pas saturé, et l'accès aux marchés doit être garanti aux pays sous-développés. De même, il faut améliorer les termes de l'échange des pays en voie de développement. La gravité de la responsabilité qui incombe à la plupart des pays développés doit être soulignée au cours de cette vingt et unième session de l'Assemblée générale, car la situation actuelle risque de persister pendant plusieurs années et de menacer la paix du monde.

47. Les pays en voie de développement ne sont pas demeurés inactifs: ils ont fait le maximum pour subvenir aux besoins de leur population au prix de multiples sacrifices. La République centrafricaine met tout en œuvre pour assumer ses responsabilités à l'intérieur et à l'extérieur. Ce désir de coopérer au niveau régional et au niveau international a été mis en lumière par le Ministre des affaires étrangères de la République dans son discours à l'Assemblée générale (1441ème séance plénière).

48. Enfin, la République centrafricaine espère que la langue française ne sera pas oubliée lors de la préparation de tous les documents destinés à la Deuxième Commission.

49. M. KHOSBAYAR (République populaire mongole) déclare que les problèmes qui sont à la base du développement économique revêtent une extrême importance pour tous les peuples et que leur solution renforcera la compréhension mutuelle, la paix et le progrès. La coopération économique internationale est indispensable si l'on veut supprimer l'écart entre l'économie des pays développés et celle des pays en voie de développement. La politique de discrimination pratiquée par certains pays occidentaux empêche malheureusement que des relations écono-

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3654, chap. III.

miques normales s'établissent entre les divers pays. La République populaire mongole partage le désir qu'ont les pays en voie de développement de rattraper leur retard économique et d'instaurer leur indépendance économique. Si les taux de croissance des pays développés sont élevés, en revanche l'objectif de 5 p. 100 n'a pas été atteint dans les pays en voie de développement, et la profonde déception que ceux-ci éprouvent devant les résultats de la Décennie pour le développement est pleinement justifiée. En conséquence, l'ONU devrait rechercher les moyens propres à redresser l'équilibre.

50. Le meilleur moyen de favoriser la croissance économique des pays en voie de développement est d'industrialiser ces pays et d'en faire disparaître définitivement les vestiges du colonialisme. L'expérience de nombreux pays a prouvé que c'est le renforcement du secteur public qui permet le mieux de diversifier l'économie et d'utiliser les ressources nationales dans les meilleures conditions; aussi faut-il espérer que l'ONUDI mettra suffisamment l'accent sur cet aspect de la question. Cette organisation peut contribuer de manière efficace à la coopération économique internationale en aidant les pays en voie de développement à accélérer leurs taux de croissance. De plus, l'expansion du secteur public empêcherait les monopoles occidentaux de tirer des pays en voie de développement des profits excessifs, lesquels s'élèvent à quelque 5 milliards de dollars, soit 2 milliards de plus que les ressources supplémentaires dont les pays en voie de développement ont besoin pour réaliser leur développement économique. La délégation mongole estime elle aussi que l'ONU devrait étudier avec attention les moyens propres à accroître le mouvement de capitaux vers les pays en voie de développement.

51. Il est regrettable que le droit souverain qu'ont tous les pays d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles soit souvent violé par les monopoles étrangers. L'ONU devrait donc faire en sorte que les pays en voie de développement puissent exercer pleinement ce droit dans leurs propres intérêts économiques et sociaux.

52. Les pays socialistes intensifient actuellement leur coopération économique avec les pays en voie de développement sur la base de l'égalité des droits et de la réciprocité des avantages. Cette coopération favorise le développement de ces pays en les aidant à s'industrialiser et à diversifier leur économie.

Les pays socialistes sont des marchés stables pour les produits des pays en voie de développement; ils permettent à ces derniers d'obtenir un équipement moderne et leur fournissent une assistance technique importante pour les projets industriels ou autres.

53. La planification est le moyen le plus efficace de réaliser la croissance économique. Les succès que la République populaire mongole a obtenus sur le plan économique et culturel sont directement imputables aux plans nationaux. Le nouveau plan quinquennal mongolien prévoit une augmentation accélérée des taux de croissance de l'ordre de 70 à 80 p. 100 dans la production industrielle et de 38 à 40 p. 100 dans le secteur agricole. Le revenu réel par habitant doit augmenter de 16 à 17 p. 100 au cours de cette période.

54. L'efficacité du développement économique dépend essentiellement des efforts des pays intéressés, mais l'ONU a aussi un rôle important à jouer pour accélérer la croissance économique de ces pays. A cet égard, le PNUD devrait mettre davantage l'accent sur la croissance industrielle et jouer un rôle plus direct dans le financement des projets industriels.

55. Le commerce international joue un rôle important pour l'établissement de relations économiques normales et pour la promotion du développement économique. L'UNCTAD a adopté un certain nombre de recommandations importantes sur la suppression des barrières commerciales, mais beaucoup de pays occidentaux n'ont malheureusement pas encore pris de mesures pour les mettre en œuvre. De ce fait, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont toujours en butte à de graves difficultés; aussi y a-t-il lieu d'espérer que la deuxième session de la Conférence assurera la prompte application de ces recommandations.

56. En dépit des efforts déployés pour établir des échanges internationaux normaux, certains pays occidentaux continuent de susciter la tension internationale et d'entraver le progrès dans le monde. Comme tous les autres pays épris de paix, la République populaire mongole condamne la guerre coloniale d'agression que les Etats-Unis mènent au Viet-Nam et qui inflige à l'héroïque peuple vietnamien de terribles souffrances, tout en bouleversant l'économie du pays.

*La séance est levée à 18 h 5.*